



## PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, le 8 avril 2015

**Pôle Administratif des Installations Classées**

RÉF. : PAIC/LB

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,

**Arrêté n°2015098-0009  
de mise en demeure – Société GRAPHOCOLOR à ANNECY**

**VU** le Code de l'environnement, notamment son livre I et son article L 171-8 ;

**VU** le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**VU** le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** le décret n° 2010 – 1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2007 – 3205 du 29 octobre 2007 autorisant la société GRAPHOCOLOR à exploiter un atelier de traitement de surface 19 avenue des Vieux Moulins sur le territoire de la commune d'ANNECY ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-87 du 08 avril 2010 fixant les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau, et demandant une étude technico-économique de réduction des substances dangereuses dans un délai de 18 mois ;

**VU** le courrier de la DREAL du 27 février 2012 synthétisant les résultats de surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans l'eau, et précisant que l'étude technico-économique de réduction des substances dangereuses doit porter sur le nickel ;

**VU** le courrier de la DREAL du 10 mars 2014 par lequel l'inspection des installations classées accorde un ultime délai de trois mois à l'exploitant pour fournir une étude technico-économique de réduction du nickel, suite à son engagement donné en décembre 2013 ;

**Considérant** l'absence d'étude technico-économique relative à la réduction du nickel dans les eaux résiduaires ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 février 2015 ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

Article 1 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de la société GRAPHOCOLOR est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 4-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010 - 87 du 08 avril 2010, notamment en produisant une étude technico-économique de réduction du nickel dans les eaux résiduaires ;

Article 2 : Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 3 : A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1<sup>er</sup>, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L 171-8 du même code.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées pour la région Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire d'ANNECY.

Pour ampliation,  
La chef du pôle administratif  
des installations classées,

  
Michèle ASSOUS



Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Signé

Christophe NOËL du PAYRAT